L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

OUFOURIA LIMET-Rédacteur-Propriétaire

Bureaux:-No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE, 26 NOVEMBRE.

FRANCE.

Message de Mac-Mahon.

Nous avons reçu, hier soir, nos journaux de France, contenant le message du président Mac-Mahon et le compte-rendu de la séance d'ouverture de l'Assemblée nationale. Voici le texte du message; nous publierons demain le compte rendu de la séance.

Messieurs,

Au moment où vous vous sépariez, je vous disais que vous pouviez vous éloigner sans inquiétude, et qu'en votre absence rien ne viendrait troubler le repos public.

Ce que je vous annonçais s'est réalisé. En vous réunissant aujourd'hui, vous retrouvez la France en paix. La libération complète de notre territoire est maintenant un fait consommé.

L'armée étrangère a quitté le sol français, et nos troupes sont rentrées dans nos départements évacués, au milieu de la joie patriotique des populations.

Notre délivrance s'est opérée sans cancer de troubles au dedans, sans éveiller de méfiances au dehors.

L'Europe, assurée de notre ferme résolution de maintenir la paix, nous voit dans la ainsi reprendre possession de nous-mêmes. Je reçois de toutes les puissances le témoignage de leur désir de vivre avec nous dans des relations d'amitié.

A l'intérieur, l'ordre public a été fermement maintenu; une administration vigilante, confiée à des fonctionnaires d'origine politique différente, mais tous dévoués à la cause de l'ordre, a fait strictement appliquer les lois existantes; elle s'est inspirée partout de cet esprit conservateur dont la grande majorité de cette Assemblée s'est montrée toujours animée, et dont, en ce qui me concerne, tant que vous me confierez le pouvoir, je ne me départirai pas.

A la vérité, la tranquillité matérielle n'a pas empêché l'agitation des esprits, et, à l'approche de votre réunion, la lutte engagée entre les partis a redoublé de vivacité. Il fallait s'y attendre: au nombre des objets que vous aviez indiqués vous-mêmes comme devant vous occuper dès la reprise de vos travaux, figurait l'examen des lois constitutionnelles présentées par mon prédécesseur; cette attente a ramené nécessairement la question, jusqu'ici toujours réservée, de la forme définitive du gouvernement.

Il n'est donc pas étonnant que ce grave problème ait été soulevé d'avance par les divers partis et traité pas chacun d'eux avec ardeur dans le sens conforme à ses vœux. Je n'avais point qualité pour intervenir dans leur débat, ni pour devancer l'arrêt de votre autorité souveraine. L'action de mon gouvernement a dû se borner à contenir la discussion dans les limites légales et à assurer en toute hypothèse le respect absolu de vos décisions.

Votre pouvoir est donc entier, et rien n'en peut entraver l'exercice: peut-être pensez-vous que l'émotion causée par ces discussions si vives est une preuve que, dans l'état présent des faits et des esprits, l'établissement d'une forme de gouvernement, quelle qu'elle soit, qui engage indéfiniment l'avenir, présente de graves difficultés. Peut-être trouverez-vous plus prudent de consentir à nos institutions le caractère qui leur permet de rallier, comme aujourd'hui, autour du pouvoir, tous les amis de l'ordre sans distinction de parti.

Si vous en jugez ainsi, permettez à celui que vous avez élu, sans qu'il ait cherché cet honneur, de vous dire avec franchise son sentiment. Pour donner au repos public une garantie sûre, il manque au régime actuel deux conditions essentielles dont vous ne pouvez sans danger le laisser privé plus longtemps: il n'a ni la stabilité, ni l'autorité suffisantes.

Quel que soit le dépositaire du pouvoir, il ne peut faire un bien durable, si son droit de gouverner est chaque jour remis en question, et s'il n'a devant lui la garantie d'une existence assez longue pour éviter la perspective d'agitations sans cesse renouvelées. Avec un pouvoir qui peut changer à tout moment, on peut assurer la paix du jour, mais non la sécurité du lendemain. Toute grande entreprise est par là même rendue impossible: le travail languit, la France, qui ne demande qu'à renaître, est arrêtée dans son développement. Dans les relations avec les puissances étrangères, la politique ne peut acquérir l'esprit de suite et de persévérance qui seul, à la longue, inspire la confiance et maintient ou rétablit la grandeur d'une nation.

Si la stabilité manque au pouvoir actuel, l'autorité, aussi, lui fait souvent défaut. Il n'est pas suffisamment armé par les lois pour décourager les factions, et même pour se faire obéir par ses propres agents. La presse se livre avec impunité à des écarts et des violences qui finiraient par corrompre l'esprit des populations; les pouvoirs locaux semblent ignorer qu'ils sont les organes de la loi et laissent l'autorité centrale sans représentant sur bien des parties du territoire. Vous songerez à ces périls, et vous ferez don à la société d'un pouvoir exécutif durable et fort, qui pourvoie seul de son avenir et puisse la défendre énergiquement.

Maréchal MAC-MAHON,
Duc de Magenta.

5 novembre 1873.

Elections en France.

Une dépêche de Paris, du 16 novembre, annonce que dans les élections qui ont eu lieu le même jour pour deux représentants, les républicains ont emporté le département de l'Aube. La dépêche étant muette pour le département de la Seine-Inférieure, nous en concluons que le candidat présenté par les républicains, le général Letellier-Valazé, a été battu par son concurrent, M. De Gennesais, candidat des conservateurs.

Dans l'Aube, les républicains portaient, contre M. Argence, conservateur, le général Saussier, dont voici la profession de foi:

Aux électeurs du département de l'Aube:

"Chers compatriotes,

"Au nom d'un grand nombre d'entre vous, je suis invité, par des hommes dignes de votre confiance, comme de la mienne, à solliciter l'honneur de représenter le département à l'Assemblée nationale, en remplacement de M. Liguier, membre démissionnaire et l'un de nos estimés concitoyens. Quoique bien certain que, sans arriver jusqu'à moi, vous pouviez trouver autour de vous un homme plus capable et plus digne, je dois, toutefois, me rendre aux raisons qui me sont données, et j'accepte cette candidature. Je l'accepte, en adhérant loyalement et franchement au programme politique publié par le journal l'*Aube*, persuadé que la consécration immédiate et définitive des institutions et de la forme républicaines est une voie de salut pour le pays.

"Heureux et fier de devenir l'élu de notre patriotique population, si je ne puis apporter dans l'accomplissement de l'œuvre commune les talents et l'expérience d'un homme politique, j'y mettrai, du moins, l'énergie et le dévouement d'un soldat qui désire avec ardeur la prospérité et la grandeur de la France.

"Général SAUSSIER."

Nous lisons dans la *Patrie* du 4 novembre:

Dans leur réunion du 1er novembre, les radicaux de l'Aube ont posé à leur candidat, le général Saussier, ces trois conditions:

Le maintien de la République,
Le suffrage universel,
La *dissolution de l'Assemblée*.

M. le général Saussier a répondu par le télégraphe:

"Bien qu'en principe je repousse le mandat impératif, dans ce cas particulier, ma réponse est affirmative sur les trois questions."

— L'honorable général Chanzy, gouverneur de l'Algérie, vient d'écrire au président du centre gauche, groupe dont il fait partie, pour décliner tout projet qui tendrait à le constituer à l'égard de candidat à la présidence de la République.

Le général n'admet pas que personne soit autorisé à chercher des successeurs à M. le maréchal de Mac-Mahon "qui, dit-il, DANS AUCUNE ALTERNATIVE, ne peut ni ne doit donner sa démission.—*Ordre!*

— On assure que plusieurs députés dont on a publié des lettres fausses à l'occasion de la question constitutionnelle, seraient résolus à provoquer une enquête judiciaires afin de découvrir les faussaires et de les poursuivre.

— On mande de Rome, 5 novembre:

"La *Liberta* confirme la nouvelle d'un prochain voyage de l'empereur d'Allemagne en Italie.

"On dément dans les cercles catholiques que la lettre du comte de Chambord ait produit une fâcheuse impression sur le pape. Pie IX aurait dit, au contraire, que c'était là le langage d'un roi vraiment chrétien."

— Une des plus jolies drôleries parlementaires que je sache:

La bourrique du roi Louis XVI se plaignait, dans une pétition à l'Assemblée Constituante, de ne plus toucher sa pension par suite des réformes opérées.

Un député se lève et s'écrie:

—La nation ne peut payer que les services qu'elle a reçus!

Or, comme il est certain que la mère Maillart n'avait pas donné à traire à la nation, la mère Maillart fut déposséddée de sa pension.

PENSÉES D'UN BLANC. — Si le peuple, dans son délire, méconnaît ses intérêts, il faut le ramener même malgré lui; il faut travailler pour son bonheur au risque d'essuyer ses premiers murmures.

Gouverner les hommes, c'est consulter leurs vrais besoins et non pas obéir à leurs caprices dérégles.

TALLEYRAND.

HOMMAGE A LAFAYETTE.—On lit dans la correspondance de M. F. Gaillardet au *Courrier des Etats-Unis*:

A propos des Américains, un grand nombre de ceux qui résident à Paris se sont rendus, le 2 novembre, jour de la fête des morts, en pèlerinage au cimetière de Picpus pour donner un souvenir recueillissement au tombeau de Lafayette. Un des membres de la colonie américaine avait fait venir un vase renfermant de la terre de son pays, et il l'a placé précisément sur le tombeau du héros de l'indépendance des Etats-Unis. Cela pourra paraître puéril, mais les hommes dévoués à la liberté doivent voir avec intérêt tout ce qui peut rattacher l'une à l'autre les deux nations sur lesquelles repose aujourd'hui l'avenir du gouvernement républicain dans le nouveau et l'ancien monde.

TREMBLEMENT DE TERRE DANS LA MEURTHE.

Vendredi, 31 octobre, à une heure dix-sept minutes de l'après-midi, une violente commotion motivait en émoi la ville de Nancy.

Beaucoup de personnes effrayées croyaient à une explosion de l'usine à gaz. Les sonnettes ont été mises en branle.

Les secousses ont duré de dix à douze secondes; elles étaient non-seulement sensibles, mais visibles dans les étages supérieurs des maisons. Les vibrations communiquées aux murs allaient dans la direction du Nord au Sud.

Le *Progrès de l'Est*, qui nous arrive, contient les détails suivants sur cette catastrophe:

Presque en face de la gare de Varangéville, les voyageurs qui vont de Nancy à Strasbourg aperçoivent une ligne de grandes maisons pourvues de hautes cheminées et jointes entre elles par des poncaux de bois. Derrière cette ligne, s'en trouve une seconde construite sur le même plan et séparée de la première seulement par une rue.

C'est dans cette rue que s'est produit l'effondrement. Le sol s'est affaissé tout à coup à une heure vingt minutes; six maisons ont été détruites sur le coup et les murs de derrière avec les cheminées de la première rangée se sont écroulés. La façade de la seconde rangée a eu le même sort.

On a d'abord entendu une détonation formidable; on a eu même temps ressenti plusieurs secousses qui diminuaient graduellement d'intensité. Les femmes étaient éperdues et poussaient des cris, et les hommes couraient pour porter secours aux camarades qui auraient pu se trouver en danger.

12 hommes ont été blessés dans cet écroulement épouvantable; deux d'entre eux sont dans un état alarmant.

Il y a un puits non loin du lieu où s'est produit l'affaissement; il n'a pas été endommagé, mais un curieux phénomène s'est produit dans l'autre puits, qui est à une assez grande distance du premier. La tourmente a ouvert la partie supérieure a été projetée à une hauteur de 20 mètres par la compression de l'air dans les galeries. Un homme qui se trouvait par hasard dans le bassin a été lancé en l'air, il est heureusement retombé sain et sauf.

Curieuse coïncidence: un tremblement de terre avait lieu le même jour en Sicile, après un mois environ de pluie continuelle.

La dépêche qui nous apporte la nouvelle de ce phénomène dit:

"Le tremblement de terre a détruit complétement les mines de soufre de Trapano, en Sicile; les pertes sont évaluées à 3,000,000 livres sterling. Les mines de la Compagnie Giona ont beaucoup souffert.

L'Etna est en éruption. De nombreuses propriétés ont été détruites. On ne signale aucune mort.

L'éruption du Vesuve est considérée comme imminente.

Le baromètre est très bas."

Faits Divers.

—Le gouvernement espagnol a fait droit en partie aux réclamations auxquelles ont donné lieu son décret établissant un droit de sortie de 5 00 applicable sur les produits espagnols à dater du 1er novembre, en réduisant ce droit à 1 00 et en reculant la date de perception au 1er janvier 1874.

—Voici, d'après un journal de province, les termes dont se sert un serrurier à la chute de la fusion pour inviter à leurs amis les résultats de la séance chez M. Aunisson-Duperron:

"Ferrurière (la fusion) va bien; espérons un garçon (Chambord)."

Quelques jours plus tard ils ont dû annoncer que l'auguste Henriette avait fait..... fausse couche.

—Un singulier mode de suicide:

Une pauvre petite couturière du nom de Julienne Bernard, demeurant rue de la Glacière, s'est tuée par suite de chagrins d'amour. Elle a tressé ensemble plusieurs rubans de soie bleue et a formé ainsi un cordon assez fort pour se pendre.

Quand on est entré dans sa chambre, la pauvre enfant était morte depuis deux heures environ. La soie bleue lui était entrée profondément dans le cou.

—Un peu d'histoire rétrospective:

M. Crémieux était à peine arrivé en Algérie que les députations et les adresses républicaines arrivèrent de toutes parts. Parmi ces adresses, quelques-unes étaient en vers.

Un jour, l'Antinoüs de la Défense vit venir à lui un poète qui commença ainsi:

Ornon un tant de cœur attendaient ta venue

Ce début jeta un froid, des gens malintentionnés avaient vu une allusion.

—Une comédie espagnole dans les nouvelles télégraphiques:

"On a tiré sur les *troupes*."

1re rectification.—On a tiré *sur les troupes*.

2e rectification.—On a tiré, *sur les groupes*.

—Voici une révélation à nous tordre les entrailles rien que d'y penser.

Dans une récente réunion de commissionnaires et de facteurs de marchandises de la cité de Londres, il a été reconnu que l'on vendait toutes sortes de feuilles desséchées au lieu de thé et que cette falsification du produit entrait pour 70 pour cent dans le stock vendu pendant chaque année.

Mais, voici un détail qui nous intéresse plus particulièrement. Le rapporteur de la commission d'enquête sur la fraude des thés reconnaît, en terminant, que la plus grande partie des faux thés s'expédie à Paris et fait les délices de nos soirées d'hiver.

Deux Cham charmants et vrais. Trouvez-moi quelque chose qui milite plus que cette légende en faveur du drapeau:

—Ma cocarde! elle m'a coûté une jambe, ça attache!

Opinion politique de deux collégiens:

—Je m'en fiche pas mal de la forme du gouvernement; un roi ou un plus dont il faudrait apprendre l'histoire!

—Une amusante scène d'actualité croquée par *Paris Journal*.

Scène dans un café:

Personnages: Un monsieur qui a fini de déjeuner, un garçon qui lit un journal hérissé de chiffres.

Le monsieur.—Garçon, l'addition!

Le garçon 300 voix: monsieur!

—Jolie historiette dans la revue campagnarde de M. de Cherville au *Temps*.

Un voisin de M. le marquis d'A..... de parcimonieuse mémoire, avait sollicité de celui-ci un prêt de cinq cents francs dont il avait besoin pour relever une grange. Le marquis envoya son intendant vérifier les sûretés que présentait le postulant débiteur. Quand cet homme fut de retour:

—Que faisait-il quand tu es arrivé? lui demanda-t-il.

—Monsieur le marquis, il dinait.

—Avec quoi?

—Avec un lapin

—De garenne?

—Non, c'était un vrai lapin de choux.

—Porte lui ses cinq cents francs, tout de suite; un gentilhomme qui se régale de lapin de chou est capable de tous les sacrifices pour payer ses dettes.

—Bon à méditer pour nos avocats radicaux qui aspirent aux hautes fonctions de l'Etat.

Voici le télégramme qui nous arrive du Japon:

"La dette de l'Etat se montant à 194,000,000 de dollars, on craint pour les ministres l'ordre de s'ouvrir le ventre."

Voilà ce qu'on peut appeler avoir un *ministère responsable*.

—Cri d'un neveu dont la tante vient de se pendre.

—Sort bizarre!..... Ma tante qui s'est mise au clou!

—Entre politiqueurs:

—En dépit de vos arguments, je soutiendrai toujours que tous vos meneurs radicaux sont des sauteurs!.....

—Mais alors, vous reconnaissez donc qu'ils ont du bond!.....

—Il y a des gens qui attendent, pour devenir conservateurs, qu'il n'y ait plus rien à conserver.

—On parlait, devant un réactionnaire de nos amis, de la forme de gouvernement qui conviendrait le mieux à la France.

Les uns tenaient pour la royauté, d'autres pour l'empire, d'autres enfin pour la République.

—Mon dit notre ami, je ne connais qu'un gouvernement possible chez nous: l'état de siége. Après celui-ci, un autre; après cet autre, un troisième; enfin, Etat de siége 1er, Etat de siége II, et ainsi de suite.

—Au coin du feu, entre une jeune veuve et un cocodès sur le retour.

—Mais qu'avez-vous donc, mon ami? Vous êtes tout morose.

—Oui, je me trouve mal à l'aise; j'ai des insomnies, de longues heures de mélancolie, des vapeurs, tout comme une jolie femme.

—Ah! je vous l'ai déjà dit: il est temps de vous marier.

—Eh bien, c'est cela, épouse-moi.

—Y pensez-vous? Je vous donne une consultation; je fais acte de médecin. Or, un docteur prescrit des remèdes. Mais les prendre? Pas si bête!

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les Monitors du Mississippi.

Beaucoup de gens ignorent qu'une petite flotte de monitors, débris des forces navales du Nord, pendant la guerre de sécession, est à l'ancre dans le Mississippi, à environ trois milles du pied de la rue de l'Esplanade. Ce sont des cuirassés à tourelles, construits d'après le système Ericsson. Les uns ont coopéré à la prise de Vicksberg; les autres ont lutté contre le célèbre bélier confédéré dans la baie de Mobile. Plongés paresseusement dans les eaux bourbeuses de notre fleuve, ils semblent uniquement destinés à éveiller la curiosité des voyageurs qui, en passant, se demandaient ce que pouvaient bien être ces masses flottantes qui, de loin, ressemblent à d'énormes caïmans endormis sur le sein des eaux.

Les bruits de guerre auxquels a donné lieu l'affaire du *Virginius* viennent de fixer de nouveau l'attention sur nos monitors. En effet, si le différend hispano-américain s'envenime, que les Etats-Unis s'irritent et que l'Espagne se fâche, il ne serait pas impossible qu'on en vint aux coups. Dans ce cas, les cuirassés du Mississippi arraient un petit bout de rôle à jouer.

Indiscret comme le sont tous les reporters, nous avons voulu les compter. Il Salait pour cela les voir de près. Nous nous sommes donc transportés à leur mouillage, et nous avons appris qu'ils étaient déjà sur le pied de guerre. Une femme ne veut évidemment pas être prise au dépourvu. La flotille a fort bonne mine; ce sont de beaux navires, nous l'ignorons. Elle se compose de huit monitors: le *Chickasaw*, armé de 4 canons; le *Winnebago*, 4 canons; le *Accomac*, 4 canons; l'*Umpqua*, l'*Iris*, l'*Etlah*, l'*Osage*, et le *Klamath*, armés de 2 canons chacun. Le diamètre des pièces est de onze pouces.

L'escadrille est sous les ordres du lieutenant-commandant Du C. Kells. Le chaloupe est à bord; les machines, fourbies et graissées, sont en état; les équipages seuls ne sont pas encore formés, et les soutes sont encore vides. Mais le commandant assure qu'un jour lui suffirait pour terminer ses préparatifs et lâcher ses amarres.

On voit que les monitors dont il s'agit ici disminuent encore l'état, et que leur rôle de tiers-arbitre dans la commission mixte des réclamations anglaises et américaines.

CUBE.

Havane, 23. — Le *Diario* dit: Nous ne considérons pas qu'il fût juste ou raisonnable que la guerre résultât de la capture du Virginius et de ses conséquences légales; mais si un conflit survient, imitons l'exemple de nos ancêtres, et que la race espagnole de Cuba soit fière d'admiration de l'hémisphère américain.

La *Voz de Cuba* croit à la possibilité d'un arrangement diplomatique, mais n'approuve pas moins l'activité déployée pour réparer les forts.

WASHINGTON.

La question cubaine.

Washington, 23—On paraissait ignorer que la secrétaire de la guerre se fut occupé, sans bruit, de placer pour un temps donné une condition à appliquer aux bandes d'une armée en campagne en cas de guerre, et d'armer nos fortifications pour défendre nos ports contre une attaque de navires blindés. Il n'a pas négligé le matériel de guerre et, sous ce rapport, le secrétaire de la guerre n'a rien laissé à désirer; et si la guerre éclatait, tout serait prêt mais M. James R. Eustis. Nous nous empressons de rectifier cette erreur commise par notre reporter.

Le meeting d'indignation d'avant-hier soir.

Plusieurs des citoyens dont les noms figurent sur la liste des vice-présidents du meeting d'indignation de la salle de l'Opposition, ne faisaient pas partie de l'assemblée et n'ont autorisé personne à les placer au nombre des partisans de la guerre immédiate contre l'Espagne.

S'ils ne restent pas complétement indifférents devant le massacre des prisonniers du Virginius, du moins, ils ne se considèrent pas directement intéressés.

Ils sont d'avis que la Louisiane opprimée et ruinée, comme elle l'est aujourd'hui, ne doit penser qu'à sa propre régénération; et, ils se disent, avec raison, que charité bien ordonnée commence par soi-même.

Parmi les citoyens à qui on a prêté des sentiments qui ne sont pas les leurs, Se trouve M. Félix Labatut qui est venu, hier matin, au bureau de l'*Abeille*, pour nous prier d'annoncer qu'on avait fait usage de son nom sans son autorisation au meeting d'indignation de la salle de l'Exposition.

Cour Criminelle.

Joseph Wilson, convaincu d'avoir mis le feu à sa maison, dans le but d'emporter le montant d'une police d'assurance, a comparu hier devant ce tribunal pour recevoir sa sentence.

Il a été condamné aux travaux forcés à perpétuité au pénitencier d'Etat à Baton-Rouge. Ses avocats ont fait appel à la Cour Suprême.

Gustave Bordelois, l'un des complagnons de Pierre Bertin et de Frank Caro, a reçu aussi sa sentence hier.

Dès les premières recherches de la justice, MM. Josserand et Baudot ont pris la fuite; ils n'ont pu jusqu'ici être mis en état d'arrestation.

Les délits relevés par l'ordonnance sont:

1 La participation à une société secrète;

2 L'association illicite de plus de vingt personnes;

3 L'affiliation à l'internationale et la propagation de cette société;

4 La détention d'armes et de munitions de guerre.

On écrit de Béziers, 30 octobre, au *Messager du Midi*:

Le parquet de notre ville s'est transporté hier à Servian et a procédé à des perquisitions chez M. Bournhounet, président de la commission du 4 septembre, et quelques autres individus, perquisitions qui ont amené la découverte d'armes et d'un volumineux dossier de correspondances, la plupart chiffrées, écrites à l'encre rouge. Le tout a été saisi.

Ces visites domiciliaires restent encore enveloppées d'un certain mystère; cette affaire se rattache, dit-on, à une instruction poursuivie par le parquet contre les radicaux qui, dans ces derniers temps, se réunissaient dans la salle de la fusion, ont organisé une véritable conspiration au moyen des comités secrets installés dans les communes lors de la ligue du Midi et qui fonctionnent encore.

—M. Osformann, avocat, ancien député du Bas-Rhin à l'Assemblée nationale, ancien maire de Saverne, vient de mourir dans sa ville natale.

C'était un bon citoyen et un excellent homme. Il avait repoussé avec dédain les avances du gouvernement qui l'invitait à vivait dans la retraite, sans autre distraction que la lecture des journaux français et la compagnie de quelques amis.

—L'autre jour, un rédacteur de l'*Univers* s'était égaré à l'Opéra-Comique; on jouait *Richard Cœur-de-Lion*.

Au moment où Blondel chantait l'air:

O Richard! ô mon roi! l'univers t'abandonne,

Le bouillant journaliste se leva en s'écriant:

—Ce n'est pas vrai! Messieurs, n'en croyez rien. C'est encore une calomnie du petit *Français*.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 22—Les membres du cabinet ont retiré leurs démissions offertes mercredi soir.

Paris, 23. — MM. Gambetta et Jules Favre ont paru comme témoins dans la procès Bazaine, aujourd'hui. Il y avait beaucoup de monde. Les déposition ont été entendues avec la plus profonde attention. Favre a fait le récit de ces entrevues avec Bismarck et a déclaré qu'il lui avait dit qu'il avait des raisons pour croire que Bazaine ne reconnaîtrait pas le gouvernement de septembre. Ce témoignage a causé une profonde sensation dans la salle d'audiences.

ANGLETERRE.

Londres, 23—Les dépêches de Madrid disent que la récente entrevue entre Castelar et Sickles a été orageuse et que Sickles a failli être victime de la populace.

ITALIE.

Rome, 22—Le comte Coarti, ministre italien à Washington, qui est maintenant absent par congé, est arrivé. Il a reçu du gouvernement anglais une lettre qui le remercie hautement de la manière impartiale avec laquelle il a rempli son rôle de tiers-arbitre dans la commission mixte des réclamations anglaises et américaines.

CUBE.

Havane, 23. — Le *Diario* dit: Nous ne considérons pas qu'il fût juste ou raisonnable que la guerre résultât de la capture du Virginius et de ses conséquences légales; mais si un conflit survient, imitons l'exemple de nos ancêtres, et que la race espagnole de Cuba soit l'admiration de l'hémisphère américain.

La *Voz de Cuba* croit à la possibilité d'un arrangement diplomatique, mais n'approuve pas moins l'activité déployée pour réparer les forts.

WASHINGTON.

La question cubaine.

Washington, 23—On paraissait ignorer que la secrétaire de la guerre se fut occupé, sans bruit, de placer pour un temps donné une condition à appliquer aux bandes d'une armée en campagne en cas de guerre, et d'armer nos fortifications pour défendre nos ports contre une attaque de navires blindés. Il n'a pas négligé le matériel de guerre et, sous ce rapport, le secrétaire de la guerre n'a rien laissé à désirer; et si la guerre éclatait, tout serait prêt mais M. James R. Eustis. Nous nous empressons de rectifier cette erreur commise par notre reporter.

Le meeting d'indignation d'avant-hier soir.

Plusieurs des citoyens dont les noms figurent sur la liste des vice-présidents du meeting d'indignation de la salle de l'Opposition, ne faisaient pas partie de l'assemblée et n'ont autorisé personne à les placer au nombre des partisans de la guerre immédiate contre l'Espagne.

S'ils ne restent pas complétement indifférents devant le massacre des prisonniers du Virginius, du moins, ils ne se considèrent pas directement intéressés.

Ils sont d'avis que la Louisiane opprimée et ruinée, comme elle l'est aujourd'hui, ne doit penser qu'à sa propre régénération; et, ils se disent, avec raison, que charité bien ordonnée commence par soi-même.

Parmi les citoyens à qui on a prêté des sentiments qui ne sont pas les leurs, Se trouve M. Félix Labatut qui est venu, hier matin, au bureau de l'*Abeille*, pour nous prier d'annoncer qu'on avait fait usage de son nom sans son autorisation au meeting d'indignation de la salle de l'Exposition.

Cour Criminelle.

Joseph Wilson, convaincu d'avoir mis le feu à sa maison, dans le but d'emporter le montant d'une police d'assurance, a comparu hier devant ce tribunal pour recevoir sa sentence.

Il a été condamné aux travaux forcés à perpétuité au pénitencier d'Etat à Baton-Rouge. Ses avocats ont fait appel à la Cour Suprême.

Gustave Bordelois, l'un des complagnons de Pierre Bertin et de Frank Caro, a reçu aussi sa sentence hier.

Dès les premières recherches de la justice, MM. Josserand et Baudot ont pris la fuite; ils n'ont pu jusqu'ici être mis en état d'arrestation.

Les délits relevés par l'ordonnance sont:

1 La participation à une société secrète;

2 L'association illicite de plus de vingt personnes;

3 L'affiliation à l'internationale et la propagation de cette société;

4 La détention d'armes et de munitions de guerre.

On écrit de Béziers, 30 octobre, au *Messager du Midi*:

Le parquet de notre ville s'est transporté hier à Servian et a procédé à des perquisitions chez M. Bournhounet, président de la commission du 4 septembre, et quelques autres individus, perquisitions qui ont amené la découverte d'armes et d'un volumineux dossier de correspondances, la plupart chiffrées, écrites à l'encre rouge. Le tout a été saisi.

Ces visites domiciliaires restent encore enveloppées d'un certain mystère; cette affaire se rattache, dit-on, à une instruction poursuivie par le parquet contre les radicaux qui, dans ces derniers temps, se réunissaient dans la salle de la fusion, ont organisé une véritable conspiration au moyen des comités secrets installés dans les communes lors de la ligue du Midi et qui fonctionnent encore.

—M. Osformann, avocat, ancien député du Bas-Rhin à l'Assemblée nationale, ancien maire de Saverne, vient de mourir dans sa ville natale.

C'était un bon citoyen et un excellent homme. Il avait repoussé avec dédain les avances du gouvernement qui l'invitait à vivait dans la retraite, sans autre distraction que la lecture des journaux français et la compagnie de quelques amis.

—L'autre jour, un rédacteur de l'*Univers* s'était égaré à l'Opéra-Comique; on jouait *Richard Cœur-de-Lion*.

Au moment où Blondel chantait l'air:

O Richard! ô mon roi! l'univers t'abandonne,

Le bouillant journaliste se leva en s'écriant:

—Ce n'est pas vrai! Messieurs, n'en croyez rien. C'est encore une calomnie du petit *Français*.

Les Républicains de la Gironde ont tenu, dimanche, une réunion publique pour protester contre les manœuvres réactionnaires.

Le préfet de police a fait saisir, à Paris, le journal *Le Pays*, qui a publié un article violent contre le président de la République.

Le général Letellier-Valazé, républicain, a été élu député dans le département de l'Aube, par 52,000 voix contre 47,000 données à son concurrent, M. de Gennesais, candidat des conservateurs.

Le général Saussier, républicain, a été élu député dans le département de l'Aube, par 52,000 voix contre 47,000 données à son concurrent, M. de Gennesais, candidat des conservateurs.

Le général Chanzy a été élu député dans le département de la Sarthe